



fieldfisher

Economie circulaire et terres excavées :

Vers une sortie du statut de déchet



Conférence Intersol – 26 mars 2019

Rappels introductifs

- **Article L.110-1-1 CEnv. introduit par LTE 18 août 2015 :**

« La transition vers une économie circulaire vise à dépasser le modèle économique linéaire consistant à extraire, fabriquer, consommer et jeter en appelant à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires ainsi que, par ordre de priorité, à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des produits, et, suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une réutilisation, à un recyclage ou, à défaut, à une valorisation des déchets. »

- **Complexité technique et à l'intersection des réglementations Déchets, ICPE, SSP**

Economie circulaire et terres excavées : vers une sortie du statut de déchet

I – Statut des terres excavées et responsabilités des différents acteurs

A. Statut des terres excavées gérées hors site

- **Des déchets** : Art. L.541-4-1 CEnv. + Circ. 24 déc. 2010, réitérée par Note 25 avr. 2017

« Les terres évacuées du site de leur excavation, qu'elles soient polluées ou non, prennent le statut de déchet ».

- **Principales conséquences en termes de responsabilité**

— **Une responsabilité de principe canalisée sur le producteur de déchets** : Art. L.541-2 CEnv.

« Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge ».

— **Des notions à géométrie potentiellement variable** : Art. L.541-1-1 CEnv.

« Producteur de déchets : toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement des déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets) ;

Détenteur de déchets : producteur des déchets ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets ».

B. Faciliter les projets de réaménagement

- **La notion de « site »**
 - L'emprise foncière d'une ICPE ou faisant l'objet d'un même permis d'aménagement ou permis de construire (Circ. 24 déc. 2010 et Note 25 avril 2017)
 - Guide de valorisation hors sites des terres excavées dans les projets d'aménagement (nov. 2017) : définition du « site producteur » et du « site receveur »
- **Vers une SSD qui ne dit pas son nom? « Le site receveur n'a pas le statut d'une installation de stockage de déchet »**
 - Logique opérationnelle
 - La nécessité de garde-fous

C. Les garde-fous

- **La responsabilisation du site receveur**
 - Réaffirmation de la responsabilité du producteur initial, notamment sur la qualité des matériaux excavés MAIS
 - Le receveur :
 - est responsable « des mesures de gestion des terres excavées (usage choisi, mise en œuvre, contrôles) et des dispositions constructives » (Guide nov. 2017)
 - doit pouvoir justifier de la nature des déchets (art. L.541-32 CEnv.)
 - de son objectif de valorisation et non d'élimination (art. L.541-32 CEnv.)
 - s'il est propriétaire, ne peut recevoir de contrepartie financière pour l'utilisation de déchets en réaménagement, sauf ouvrage routier ou propriétaire personne publique (art. L.541-32-1 CEnv.)
 - s'il est propriétaire, doit informer l'acquéreur des lieux de mise en œuvre des terres, de leurs caractéristiques et des éventuelles restrictions d'usage (Guide nov. 2017)

C. Garde-fous

- **L'obligation de caractérisation les terres**

Article L541-7-1 CEnv.

- **L'interdiction de dilution**

Article L541-7-2 CEnv. + art. 18 DCD 2008/98 modifiée par Dir. 2018/851 + Guide nov. 2017 (sauf ICPE avec dérogation expresse)

- **L'interdiction de valoriser des déchets dangereux en remblayage**

Guide nov. 2017 (exclut les terres relevant de la catégorie des déchets dangereux) + Définition du « remblayage » insérée dans la DCD 2008/98 par la Dir. 2018/851 (à défaut, élimination)

D. L'intérêt des plateformes intermédiaires

- **Intérêt opérationnel** : « gérer la temporalité », traitement et criblage pour faciliter la valorisation
- **ICPE** : 2515, 2517, 2716, 2718, 2790, 2791
- **Un « receveur » à l'égard du « producteur initial » des terres excavées**
- **Un « producteur subséquent » à l'égard du site objet du projet d'aménagement**
- **Intérêt juridique** : marquer la fin de la responsabilité du producteur initial, gérer les contraintes en cas de terres déchets dangereux

Economie circulaire et terres excavées : vers une sortie du statut de déchet

II - Sortie du statut de déchet : une future possibilité pour les terres excavées

A. Avantages de la sortie du statut de déchets (SSD)

- **Quel est l'intérêt de bénéficier de la SSD ?**
 - Mettre fin à la responsabilité administrative du producteur initial du déchet : sans la SSD, le producteur du déchet reste potentiellement responsable même après avoir envoyé son déchet dans une installation adéquate
 - Sortir des diverses réglementations applicables aux déchets (ICPE, transport, suivi et traçabilité, etc...)
 - Intérêt économique : de façon générale, vendre un produit est plus facile que vendre un déchet
 - Pour les terres excavées : sécurité juridique pour le site receveur qui n'utilise plus des déchets mais des produits

B. Rappel de la notion de sortie du statut de déchet

- Article 6 de la Directive 2008/98/CE relative aux déchets modifiée
- Principe : certains déchets peuvent cesser d'être des déchets et redevenir juridiquement des produits, sous certaines conditions
- Article L.541-4-3 du code de l'environnement transpose ce principe
- Sortie implicite du statut de déchet ≠ Sortie explicite du statut de déchet
- Procédure de sortie explicite du statut de déchet
 - 2 options : auto-saisine du Ministère ou dépôt d'un dossier de demande par les opérateurs
 - Critères :
 - Déchet traité dans une ICPE ou une installation « loi sur l'eau »
 - Déchet soumis à une opération de valorisation, notamment de recyclage ou de préparation en vue de la réutilisation
 - Déchet répond à des critères remplissant les conditions suivantes :
 - la substance ou l'objet est couramment utilisé à des fins spécifiques
 - un marché ou une demande existe pour une telle substance ou un tel objet
 - la substance ou l'objet remplit les exigences techniques aux fins spécifiques et respecte la législation et les normes applicables aux produits
 - l'utilisation de la substance ou de l'objet n'a pas d'effets nocifs pour l'environnement ou la santé humaine
 - Critères propres à chaque catégorie de déchet fixés par arrêté ministériel

C. La sortie du statut de déchet appliquée aux terres excavées

Deux outils en cours d'élaboration :

1) Arrêté ministériel fixant les critères de SSD pour les terres excavées

- Champ d'application envisagé : terres et boues contenant ou non des substances dangereuses
 - Les terres polluées pourraient bénéficier d'une SSD
- Confirmation de la logique selon laquelle le site receveur n'est pas une installation de stockage de déchets
- Liste de critères pas encore définitivement établie : probable système de renvoi vers les exigences techniques fixées dans le futur nouveau guide sur la valorisation des terres excavées
- Problématique relative à la qualité des entrants : sujet important encore en suspens
 - Mise en balance entre la volonté de faciliter les exutoires pour les terres issues de sites non pollués et la nécessité de contrôler la qualité des matières entrantes

C. La sortie du statut de déchet appliquée aux terres excavées

2) Guide de valorisation hors site des terres excavées dans des projets d'aménagement

- Champ d'application envisagé : terres excavées issues de sites pollués et de sites non pollués
 - Mise à jour / remplacement du Guide de novembre 2017 ?
 - Maintien de l'exclusion des terres contenant des substances dangereuses (rubrique 17 05 03*)?
- Contradiction avec le projet d'arrêté ministériel sur la SSD
 - Enjeu : aboutir à une coordination parfaite entre le futur arrêté ministériel sur la SSD et le futur guide
 - Problématique sur la valeur juridique du futur guide : aujourd'hui, le Guide de novembre 2017 a une simple valeur indicative

C. La sortie du statut de déchet appliquée aux terres excavées

- **Articulation entre le projet d'arrêté SSD pour les terres excavées et le projet de loi portant suppression de sur-transpositions**
 - Article 15 du projet de loi : possibilité de dérogation à l'obligation de traitement en ICPE/IOTA pour les déchets non dangereux
 - ⇒ Volonté de faciliter l'accès à la procédure de SSD et en réduire les coûts
 - ⇒ Rédaction différente par rapport au texte initial du gouvernement qui souhaitait une suppression totale du passage en ICPE ou en IOTA
 - ⇒ Sujet en cours de discussions devant l'Assemblée nationale avec renvoi à un décret
 - Projet d'arrêté ministériel sur la SSD pour les terres excavées : ne semble pas prévoir d'obligation de traitement dans une ICPE ou une IOTA, alors même que c'est aujourd'hui une exigence de l'article L. 541-4-3 du code
 - ⇒ Projet d'arrêté et projet de loi initial élaborés dans la même logique
 - ⇒ Toutefois, au vu des débats parlementaires, le projet d'arrêté n'est plus en ligne avec le projet de loi
 - Epineuse question de la réalité de l'existence d'une sur-transposition de la directive Déchets
 - ⇒ Les exigences de l'article 6 de la directive imposent un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé qui supposent des procédés et techniques de traitement autorisés (cf. article 23 qui précise que les installations procédant au traitement de déchet doivent obtenir une autorisation)

fieldfisher



Merci de votre attention



Marie-Léonie Vergnerie
Avocate au Barreau de Paris
Associée | Fieldfisher

T: +33 (0) 170 378 131
M: +33 (0) 623 363 199
E: mlv@fieldfisher.com



Carine Le Roy-Gleizes
Avocate au Barreau de Paris
Associée | Foley Hoag

T: +33 (0)1 70 36 61 39
M: +33 (0) 7 77 26 21 43
E: cleroygleizes@foleyhoag.com